

Les dernières élections présidentielles ont vu Marine Le Pen au second tour. Ses résultats, en retrait des derniers sondages avec 34 %, ont provoqué un soulagement largement partagé par nombre de personnes des milieux politiques et médiatiques en France et en Europe. Ce soulagement, qui se veut général et consensuel, se produit périodiquement à chaque élection en Europe, en présence de la montée de l'extrême droite. Mais les 34% des votes exprimés en faveur de Marine Le Pen représentent près de 11 millions de citoyens, près du double des résultats de Jean-Marie Le Pen en 2002. Doit-on se résigner à voir la montée inexorable du vote en faveur de l'extrême droite ? Puis, tous les cinq ans, doit-on pousser un ouf de soulagement et dire « *entendre la colère de ceux qui se sont ainsi exprimés* », des « *perdants de la mondialisation* » ? Jusqu'à quel point de rupture ?

La campagne de Marine Le Pen a bien montré son idéologie basée sur la xénophobie et l'exclusion de l'autre, de l'étranger. Une approche essentialiste d'une identité ethnoculturelle. Ce fond idéologique d'exclusion de l'extrême droite suinte sous les discours du FN sur la République et la laïcité. Une duplicité, une instrumentalisation et un détournement des valeurs de la République. De même, nous retrouvons cette duplicité en économie, dans la tradition du corporatisme et de l'alliance inter-classes : alliance entre libéralisme et social sur la base d'une exclusion ethnoculturelle.

L'idéologie du FN se veut ni de gauche, ni de droite, dans le droit fil de l'extrême droite de l'entre-deux-guerres. Elle oppose les « *patriotes* » aux « *mondialistes* », renvoyant au vieux thème de la dénonciation du « *cosmopolitisme* ».

Hélas, cette idéologie trouve un étrange écho en symétrie : une politique qui serait « *de droite et de gauche* », un nouveau « *progressisme* » ouvert à la « *mondialisation* », en opposition au tenant de la « *fermeture* », du « *repli* » et de « *l'archaïsme* ». Nous serions donc condamnés à ce choix binaire, à l'exclusion de toutes autres alternatives, de la compréhension de la complexité de l'histoire. Le terme même de « *mondialisation* » en français, est lui-même basé sur une confusion entretenue. Il est la traduction de la notion anglaise de « *globalisation* », qui qualifie la politique économique néolibérale de dérégulation de tous les marchés, qui doit s'étendre à tous les secteurs, à tous les continents, jusqu'à la vie privée des hommes et des femmes, réduits à la fonction de simple agent économique.

La mondialisation, quant à elle, est un processus millénaire, remontant à la plus haute antiquité, d'échanges des biens, des hommes, des techniques, des sciences, des idées et des cultures. Processus multimillénaire qui irrigue les différentes aires civilisationnelles, tout au long de l'histoire.

Ce choix binaire entre « *ouverture* » et « *fermeture* » masque en fait la question sociale qui reste pourtant centrale, la question du creusement des inégalités et de leurs causes.

Ce choix traduit un abandon de fait des classes populaires et d'une large couche des classes moyennes, condamnées à la précarité, l'abandon de larges territoires. Au niveau européen, il se traduit par le creusement des inégalités entre les nations et la divergence des économies européennes.

Pourtant, à la fin de la seconde guerre mondiale, les différents mouvements de la Résistance, les partis politiques et les syndicats qui en sont issus, trouvèrent un large consensus sur la question sociale pour prévenir la montée des idéologies d'extrême droite, ouvrant sur l'abîme. Le développement d'une politique sociale inclusive était jugé comme le meilleur facteur pour lutter contre la résurgence des idéologies d'extrême droite, du fascisme, de l'antisémitisme et du racisme. Ils adoptèrent le programme du Conseil National de la Résistance et son volet portant sur les conquêtes sociales. Ils refondirent la République indissociablement : indivisible, laïque, démocratique et sociale.

En mars 2004, pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du programme du CNR de 1944, un collectif de personnalités de la Résistance lança un appel aux jeunes générations : « *Au moment où nous voyons remis en cause le socle des conquêtes sociales de la Libération, nous, vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France Libre, appelons les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle* ».

Ils ajoutèrent : « *Nous appelons ... les mouvements, partis, associations, institutions et syndicats héritiers de la Résistance à dépasser les enjeux sectoriels, et à se consacrer en priorité aux causes politiques des injustices et des conflits sociaux, et non plus seulement à leurs conséquences, à définir ensemble un nouveau « Programme de Résistance » pour notre siècle, sachant que le fascisme se nourrit toujours du racisme, de l'intolérance et de la guerre, qui eux-mêmes se nourrissent des injustices sociales.* »

Plus de dix ans après, l'appel des résistants aux jeunes générations, reste, plus que jamais, d'une grande actualité. La démocratie économique, sociale et culturelle est une priorité pour le développement des sociétés, des nations, ainsi que la coopération entre les nations. Pour la défense des valeurs de Liberté et d'Égalité.

De plus, sous couvert de politique pragmatique non partisane, se déploient dans la fonction publique, les critères de gestion mis en œuvre dans le privé. Aujourd'hui, ces principes de gestion gagnent également le domaine de la politique, la « *bonne gouvernance* » se substituant à la politique. C'est la négation même du Politique et de la Démocratie.

La « *mondialisation* », la « *bonne gouvernance* », la « *rationalité économique* » devraient s'imposer aux politiques, aux institutions, aux citoyens, les déposant de tout pouvoir et maîtrise de l'avenir.

Cette dépossession, le creusement des inégalités, le développement de la précarité, les frustrations qui en résultent, sont les ferments des colères sur lesquelles fructifient les idéologies de l'extrême droite.

Les idéaux de la Résistance de démocratie économique, sociale et culturelle sont plus que jamais d'actualité pour notre avenir commun, solidaire et ouvert.

Yves Jégouzo

